

Le président Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

V o t r e q u o t i d i e n n a t i o n a l

Dix-neuvième année - N° 5541 - Dimanche 19 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Benabderrahmane au 3^e sommet Turquie-Afrique
«Faire de la croissance économique un rempart contre l'instabilité»

Page 2



Colloque conjoint algéro-égyptien

Pour des relations économiques approfondies et un investissement plus important

Page 2

A l'imitation de Téhéran, Moscou pose ses conditions

Par Mohamed Habili

La concentration d'une force russe d'invasion à la frontière avec l'Ukraine a livré vendredi dernier son secret : amener les Etats-Unis, et par la même occasion l'Otan, à purement et simplement mettre fin à l'expansion dans l'ancienne sphère d'influence soviétique, politique mise au point lors du sommet tenu par l'alliance militaire occidentale à Madrid en 1997. Le ministère russe des Affaires étrangères a rendu public ce jour-là un document dans lequel le Kremlin exige non seulement qu'aucune nouvelle intégration à l'Otan ne soit effectuée parmi les pays ayant appartenu au défunt bloc soviétique mais que ceux qui en sont déjà membres, comme la Hongrie, la Pologne, et la République Tchèque, en sortent. On ne connaît pas encore la réponse officielle de Washington à de tels desideratas, mais ce qui est certain, c'est qu'il y en aura une, qui probablement ne tardera pas à se faire connaître. Le procédé mis en œuvre par la Russie, en direction des Etats-Unis principalement, pour obtenir des garanties relatives à sa sécurité, tant à l'est de l'Europe qu'en Asie centrale et dans les Balkans, n'est pas sans rappeler celui employé par l'Iran dans le cadre des négociations visant à restaurer l'accord de Vienne sur son programme nucléaire.

Suite en page 3

Finale Coupe arabe des Nations/Algérie 2-Tunisie 0

Les Verts triomphent au Qatar



L'équipe nationale algérienne a remporté la Coupe arabe des Nations en s'imposant sur le score de 2/0 hier, au stade El Beit d'El Khour au Qatar, au bout d'un grand suspense.

Par Mahfoud M. — page 16

Affaires religieuses

Coopération future entre la mosquée d'Alger et la Grande mosquée de Paris

Page 4

Opéra d'Alger

Hommage rendu à des divas algériennes

Page 7

Colloque conjoint algéro-égyptien

Pour des relations économiques approfondies et un investissement plus important

■ L'ambassade de la République arabe d'Égypte en Algérie et l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs ont souligné, hier, les efforts des deux pays visant à développer les relations économiques et augmenter l'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Égypte.

Par Thinhinane Khouchi

Le renforcement des relations économiques et de l'investissement de l'Égypte en Algérie était au cœur du colloque conjoint algéro-égyptien, organisé, hier, par le bureau régional de Constantine de l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs (Unpe), en collaboration avec le bureau de représentation commerciale de l'ambassade de la République arabe d'Égypte en Algérie, sous le titre «Construction et énergies renouvelables en Algérie : possibilités et perspectives», et le slogan «une nouvelle économie pour une nouvelle Algérie». S'exprimant lors de cette journée, le président du bureau régional de Constantine de l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs, Ben Aarab Abdellah, a indiqué que «le plan de relance économique n'est que la traduction du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et s'est clairement inscrit dans le Plan d'action du gouvernement, récemment approuvé par les deux chambres du Parlement, prouvant par là la ferme volonté de l'Etat algérien à avancer de manière irréversible sur la voie du changement et du renouveau visant à construire une Algérie nouvelle, forte et prospère, conforme aux aspira-

tions et aux espoirs du peuple algérien». Il a précisé que «la relance de l'économie nationale est devenue aujourd'hui une priorité, afin d'investir dans les résultats de la réforme politique que l'Algérie a connue au cours des deux dernières années, qui a contribué à renforcer la stabilité du pays, ouvrant la voie à la réforme et au renouveau économique sur la détermination de l'Etat algérien à construire une économie purement nationale, fondée sur le développement humain durable, la transition énergétique et numérique, et la protection des ressources environnementales, en faisant de 2022 une année purement économique, comme l'a dit le président de la République». Pour la réussite de ce programme prometteur, Ben Aarab a estimé que «cela nécessite un large consensus national au sein d'une approche interactive qui inclut toutes les institutions étatiques, les partenaires économiques, tous les segments de la société civile et divers acteurs». A cet effet, les investisseurs égyptiens sont invités à jouer un rôle dans la relance économique et à augmenter les investissements et échanges commerciaux, a indiqué Ben Aarab. De son côté, l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte en Algérie, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, a affirmé que la nouvelle Égypte et



Ph. E. Soraya/J. A.

l'Algérie nouvelle étaient confiantes en un partenariat stratégique fort. «On aspire à soutenir et renforcer les relations algéro-égyptiennes, notamment économiques, en insistant sur le rôle des organisations et des rassemblements d'hommes d'affaires dans les deux pays pour augmenter l'investissement et des échanges commerciaux». Enfin, précisant que l'Égypte suit de près le projet de relance économique du président de la République algérien pour l'année 2022, l'ambassadeur a exprimé

son souhait d'une coproduction entre les deux pays, indiquant : «Je souhaite voir des produits coproduits entre l'Algérie et l'Égypte».

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

286 nouveaux contaminés et 5 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (4), portant à 6 180 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 286 cas, soit 13 cas de moins par rapport au bilan d'hier (299), pour atteindre, au total, 214 330 cas confirmés.

R. N.

Benabderrahmane au 3e sommet Turquie-Afrique

«Faire de la croissance économique un rempart contre l'instabilité»

L'Algérie accorde une grande importance au partenariat afro-turc, qui rassemble, d'une part, un continent dont nous faisons partie intégrante et pour lequel nous œuvrons sans relâche pour sa stabilité, son développement multidimensionnel et la prospérité de ses peuples et, d'autre part, la République de Turquie, avec laquelle nous entretenons des relations historiques et des points communs civilisationnels, culturels et sociaux, tissés à travers plusieurs siècles. C'est ce qu'a indiqué, hier, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, dans une allocution prononcée lors des travaux du 3e Sommet Turquie-Afrique, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'Algérie, a-t-il souligné, «continuera de soutenir ce partenariat afin de booster la coopération entre l'Afrique et la Turquie et d'être à la hauteur des aspirations de nos peuples». «C'est le message que vous transmet le Président Abdelmadjid Tebboune qui vous fait part de sa certitude que ce sommet et ses résolutions

contribueront à dessiner des horizons ambitieux et amener ce partenariat distingué vers des horizons plus larges dans le but d'atteindre les objectifs et les priorités de l'Afrique et de la Turquie de manière à être un modèle à suivre en matière de coopération internationale», a-t-il indiqué. Concernant la tenue de ce sommet, il dira que cette rencontre «est la plus grande preuve de notre adhésion collective au modèle inscrit dans ce partenariat et aux valeurs qu'il incarne en matière de respect mutuel, de transparence et d'équilibre, ainsi que dans la promotion du dialogue politique et du développement durable au profit des deux parties».

Benabderrahmane a ainsi relevé que tous les facteurs sont réunis pour la réussite de ce partenariat, que ce soit la volonté politique qui s'est renforcée depuis le premier sommet, ou en termes de conditions favorables à la relance économique du continent.

Par ailleurs, il affirmera que «l'Algérie croit fermement à l'imbrication du triptyque : paix, sécurité et développement, et à la nécessité d'adopter une approche globale qui fait de la croissance économique un rempart contre l'insécurité, l'instabilité et les différents maux sociaux», appelant à «adopter une approche globale pour édifier et maintenir la paix tout en

encourageant des investissements ciblés». Nous sommes également convaincus, a-t-il souligné, que «les défis transfrontaliers nécessitent des efforts concertés de tous dans le cadre de la coopération et de la solidarité», estimant, à ce propos, que «la principale leçon à tirer de la pandémie de coronavirus ayant touché tous les pays du monde sans aucune exception, est que personne ne sera en sécurité si le monde n'est pas en sécurité». Le Premier ministre a fait part, par ailleurs, de son souhait de

voir ce sommet aboutir à l'adoption d'un plan d'action pour la période 2021-2026, basé sur «cinq axes importants qui incluent la paix et la sécurité, le commerce, l'investissement et l'industrie, l'éducation et la promotion des jeunes et des femmes, le développement des entreprises de base et de l'agriculture, ainsi que la promotion de la culture de la santé». Comme il a émis le vœu que le partenariat afro-turc puisse contribuer à corriger les déséquilibres du système international.

Massi Salami

Le Premier ministre reçu par le Président Erdogan

LE PREMIER ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a été reçu, hier à Istanbul, par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en marge du 3e Sommet Turquie-Afrique. M. Banabderrahmane a été reçu en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce sommet dont le thème porte sur le «Partenariat renforcé pour le développement et la prospérité». L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

R. N.

Lire également Page 5

Le Président Tebboune invité pour une visite en Turquie dans les «plus brefs délais»

LE PRÉSIDENT turc, Recep Tayyip Erdogan, a renouvelé son invitation au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour effectuer une visite en Turquie «dans les plus brefs délais», a indiqué, hier à Istanbul, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane. «J'ai eu l'honneur d'être reçu en audience par le président turc qui nous a éclairés par ses orientations et sa vision prospective sur les relations futures algéro-turques et m'a également chargé de transmettre plusieurs messages à son frère Abdelmadjid Tebboune, notamment son invitation pour effectuer une visite en Turquie dans les plus brefs délais», a déclaré M. Benabderrahmane à l'issue de cette audience qui s'est tenue en marge du 3e Sommet Turquie-Afrique.

R. N.

Micro-entreprises en difficulté

L'Anade valide de nouveaux dossiers

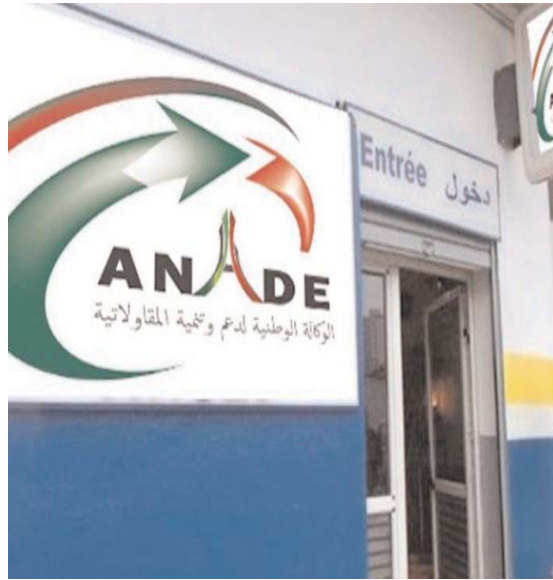
■ Dans le cadre du soutien aux entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, l'Agence nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej) a validé 72 dossiers de remboursement supplémentaires.

Par Louisa A. R.

Une opération qui se poursuivra jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes. Dans ce contexte, la 28^e séance de travail de la commission de garantie, composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risqués/crédit jeune promoteur accordés aux porteurs de projets et de l'Anade, en charge de l'examen de ces dossiers, a été tenue dans le cadre de la mise en œuvre des axes de la nouvelle stratégie de relance du dispositif de l'Anade et de prise en charge des micro-entreprises en difficulté, à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, au cas par cas. Lors de cette séance, tenue au siège de l'Agence, 54 dossiers soumis par les représentants des banques des wilayas de M'sila, Boumerdès, El Oued,

Khenchla et Ain Témouchent, ont été examinés. 72 dossiers de remboursement ont été validés, avec un montant de plus de 12 milliards de centimes. Selon un communiqué du ministère délégué chargé des Petites et moyennes entreprises, 466 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant en activité, pour les réexaminer et les accompagner par l'Anade, à travers le rééchelonnement de leurs dettes et l'octroi de plans de charge pour relancer leurs activités sur la base des accords conclus. Trois dossiers de micro-entreprises ont été définitivement réglés à travers le remboursement de leurs dettes auprès des banques et de l'Anade. Le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés durant 28 séances, s'élève à 14 234 dossiers, conclut la même source.

L. A. R.



Lotfi Benbahmed :

Industrie pharmaceutique couvrira 70% des besoins nationaux en 2022

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a révé-

lé, vendredi à Alger, que le secteur de l'Industrie pharmaceutique locale couvrira 70% des besoins nationaux en 2022. Le ministre Benbahmed qui a présidé l'ouverture des travaux du 5e congrès de la Fédération algérienne de pharmacie (FAP) avec le ministre de la Santé, Pr. Abderrahmane Benbouzid, a fait savoir que l'Industrie pharmaceutique, qui a couvert 50 pc des besoins nationaux en 2020 et 66% en 2021, devra atteindre un taux de 70% en 2022 grâce à la volonté politique de développer le secteur. Le

ministre a rappelé toutes les dispositions législatives et organisationnelles mises en place par le ministère de l'Industrie pharmaceutique et visant à mettre en place des mécanismes pour une production de qualité permettant de couvrir la demande nationale au lieu de l'importation. Le premier responsable du secteur a expliqué que la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique, qui a coïncidé avec la crise sanitaire du covid-19, a donné «une importance accrue au rôle du secteur pour faire face aux re-

tombées de cette pandémie», ce qui a nécessité, a-t-il dit, l'activation de tous les moyens humains et matériels, et la conjugaison des efforts pour renforcer la production nationale de produits pharmaceutiques et d'outils de protection contre le covid-19. Après avoir fait état d'une série de mesures d'urgence pour fournir les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux nécessaires dans le cadre du protocole sanitaire en vigueur contre le covid-19, Dr. Benbahmed a relevé les mesures prises pour ériger le secteur de l'Industrie pharmaceutique en secteur «créateur de richesses», à savoir la promotion de cette nouvelle industrie en s'orientant vers la fabrication des médicaments à valeur ajoutée dans le souci de réduire la facture d'importation des médicaments importés et de s'orienter vers l'exportation, et ce, dans le cadre du projet de relance économique placé parmi les priorités du Gouvernement. Selon le ministre, les réformes juridiques susmentionnées ont permis d'organiser le travail des différents établissements classés selon leurs activités en définissant leurs missions et leurs cahiers des charges dans les domaines de fabrication, d'exploitation, d'importation et d'exportation et de distribution en gros des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux, en sus de l'imprécatif de le soumettre à la responsabilité du directeur technique pharmaceutique afin de garantir la qualité de ces produits. Concernant la création des postes d'emploi et des

Présidence
**Le président
Tebboune préside
aujourd'hui une
réunion du Conseil
des ministres**

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'adoption des projets de loi relatifs aux secteurs de la justice et de la recherche scientifique, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'adoption des projets de loi relatifs aux secteurs de la justice et de la recherche scientifique. Un exposé sur le développement de la production agricole sera présenté», précise le communiqué de la Présidence.

R N

Travaux publics Acquisition d'un laboratoire mobile moderne d'analyses et d'auscultation des chaussées

UN LABORATOIRE mobile doté d'un système multifonction d'analyses et d'auscultation des chaussées, des infrastructures routières et des pistes aéronautiques a été acquis par LTP-Ouest (le Laboratoire des travaux publics de l'Ouest), a indiqué samedi à Alger le PDG de cette société publique, Mohamed Reda Chekroun. Lors d'une journée d'étude sur l'auscultation et la surveillance des chaussées, M. Chekroun a fait savoir que ce véhicule-laboratoire acquis récemment, permet de mettre au profit des gestionnaires des infrastructures routières et aéroporétaires «un moyen rapide et efficace» pour suivre l'évolution de l'état des chaussées. «Cela leur permet de suivre l'état des chaussées avec une très grande précision et de ce fait, leur permettre d'agir par anticipation», a-t-il expliqué, ajoutant que cet équipement peut être «d'un grand apport» pour les expertises et les études de renforcement des routes. S'agissant des caractéristiques techniques du véhicule, le PDG de LTP-Ouest a expliqué qu'il permettait de détecter une fissure d'un millimètre au niveau de la chaussée. Cet appareil qui fonctionne la nuit «sans éclairage», peut étudier jusqu'à 300 km de chaussée/jour. Présent à cette rencontre, le président de l'Association routière algérienne, Farouk Chiali, a souligné l'apport de cet équipement permettant d'anticiper les actions d'entretien des routes et des pistes d'aéroports. Selon M. Chiali, «un bon diagnostic et une prise de décision précoce permettent de maintenir un bon état de service et une longévité des infrastructures».

H Y

LA QUESTION DU JOUR

A l'imitation de Téhéran, Moscou pose ses conditions

Suite de la page une

Dans les deux cas en effet, la partie en butte aux menaces des Occidentaux, que celles-ci revêtent la forme de sanctions économiques, d'éventuelles attaques militaires, ou d'encerclement graduel, passe à l'offensive en posant ses propres conditions, après s'être confinée longtemps dans la passivité. A Vienne, il n'était question que d'obliger l'Iran à accepter que soient discutés en plus de son programme nucléaire, son programme balistique, et même sa politique régionale, deux sujets ne figurant pas dans l'accord de 2015. La donne change de tout à tout quand l'Iran distribue aux autres parties deux documents où il spécifie les conditions dans lesquelles une issue favorable est possible de son point de vue. Le septième round des négociations de Vienne, qui s'est arrêté vendredi, à nouveau sur demande iranienne, avait été consacré à la discussion de ses propositions, alors que jusque-là, c'étaient celles des autres qui étaient débattues. L'Iran qui jusque-là ne faisait que subir les pressions des porte-parole des Etats-Unis, que sont la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, e ux-mêmes n'étant pas admis à la table des négociations, a repris l'initiative en posant ses conditions, au lieu de devoir répondre ou résister à celles de ses adversaires. C'est exactement ce que vient de faire la Russie dans son propre bras-fer avec les Etats-Unis et l'Otan, en rendant publiques les conditions dans lesquelles elle ne lancerait pas son armée sur l'Ukraine. Dans le premier cas, c'est l'augmentation des quantités d'uranium enrichi qui permet de rétablir l'équilibre entre les parties prenantes, en renforçant le pouvoir de négociation de la plus faible ou la plus isolée. Dans le second, c'est la concentration des forces à la frontière ukrainienne qui a commencé à redonner l'avantage à la Russie dans le conflit l'opposant à une Otan avançant sur ses plate-bandes de tous côtés. Mais c'est avec la publication vendredi de son offre de dialogue, dont la portée dépasse de loin ses différends précis avec l'Ukraine, qu'elle dicte à son tour ses conditions. Les termes du débat s'en trouvent du même coup bouleversés.

M. H.

opportunités de travail. Dr. Benbahmed a souligné la nécessité, dans le cadre des amendements ayant touché le secteur, d'ouvrir «le poste de pharmacien directeur technique au niveau de chaque établissement pharmaceutique en faisant appel à un pharmacien assistant.

Safy T.

Affaires religieuses

Coopération future entre la mosquée d'Alger et la Grande mosquée de Paris

■ Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmahdi, a annoncé, vendredi à Alger, «une approche de coopération future», entre la mosquée d'Alger après sa réception et la Grande mosquée de Paris pour dispenser la meilleure formation possible aux étudiants et imams.

Par Halim N.

Dans un entretien à l'APS, M. Belmahdi a affirmé qu'«une réflexion est engagée pour l'établissement d'un jumelage entre la mosquée d'Alger après sa réception et la Grande mosquée de Paris pour l'adoption d'une vision commune dans la formation des imams et étudiants dans le respect de notre référent religieux national».

«Parmi les structures intégrées à la mosquée d'Alger, l'Institut supérieur des études religieuses, un pôle de formation spécialisée devant être opérationnel dès la réception du projet en vue d'améliorer le niveau de formation dans ce domaine», a indiqué le ministre, ajoutant qu'«une réflexion est engagée pour l'établissement d'un jumelage avec la mosquée de Paris pour adapter le niveau de formation à l'environnement de l'imam (France)».

A cet effet, le ministre a rappelé que sa «rencontre avec le recteur de la mosquée de Paris, Chems Eddine Hafiz, lors de sa récente visite en Algérie, a permis d'échanger les vues et expertises sur la formation des étu-

diants et imams», arguant que «le programme de formation accredité par l'Institut Abdelhamid-Ibn-Badis relevant de la Mosquée de Paris a été élaboré par des imams algériens délégués en France par le ministère».

«L'enseignement futur de certains volets de ce programme au niveau de nos instituts en Algérie répond au souci de prendre connaissance de l'environnement de l'imam et promouvoir des niveaux de recherche dans les mémoires de fin d'études», a-t-il soutenu.

Cette coopération permettra aussi d'échanger les expériences concernant les différentes formes de lutte contre l'extrémisme, le népotisme, la violence, le radicalisme, domaines où l'Algérie a franchi de grandes étapes et le ministère des Affaires religieuses compte une grande expérience.

Il a ajouté que dans le cadre des relations de coopération avec la Mosquée de Paris, il sera procédé, après l'amélioration de la situation liée aux conditions de la pandémie de coronavirus, à l'envoi de caravanes scientifiques qui se dirigeront à Paris pour présenter des conférences dans les instituts et les mosquées supervisés par cet édifice religieux en France.

Dans le même contexte, le premier responsable du secteur a indiqué que la relance des caravanes scientifiques au niveau national, qui a débuté lors des festivités du Mawlid Ennabouli Echarif depuis la wilaya de Tizi Ouzou, «intervient pour consacrer le référent national et religieux, consolider les valeurs nationales et l'esprit de l'amour et de la solidarité et examiner les différentes questions qui concernent la société».

Pour le ministre, «la relance



de ces caravanes à travers les mosquées et les écoles coraniques et qui se sont arrêtées en raison des conditions induites par la pandémie de corona, constituera une opportunité en vue d'aborder plusieurs thèmes importants, avec l'encadrement de cheikhs qualifiés en la matière, en sus d'enseignants universitaires et de cadres du ministère».

Vers la relance de la formation des imams à Al-Azhar

Par ailleurs, M. Belmahdi a fait état d'une «orientation vers la relance de la formation supplémentaire des imams et des moutfis à Al-Azhar Echarif dans l'Etat frère d'Egypte, d'autant que cette formation englobera tout ce qui a trait au prêche et aux sciences islamiques».

Il a ajouté qu'«après l'interruption de ces missions ces der-

nières années, le ministre œuvre actuellement à les relancer, d'autant que le sujet a été abordé avec le moufti de la République arabe d'Egypte, lors d'une rencontre avec lui en marge de la 6^e conférence mondiale d'Al Ifta, abritée par Le Caire en août écoulé».

Il a indiqué s'être récemment entretenu à ce propos avec l'ambassadeur d'Algérie en Egypte, précisant que «la relance de ces missions de formation entre dans le cadre de la politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre à profit le corps diplomatique pour œuvrer à la consolidation des relations avec les Etats frères, conformément à la nouvelle vision de la politique extérieure de l'Algérie».

A une question sur l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des imams en Algérie, M. Belmahdi a souligné que «le

ministère, en tant que partenaire, recherche les moyens idoines pour la promotion des imams à travers les mosquées de la République, notamment ceux d'entre eux titulaires d'un doctorat, et ce, dans le but de hisser le niveau de la formation et de l'orientation religieuses en Algérie». La mosquée algérienne est aujourd'hui encadrée par des titulaires de masters et de masters de des mouchidate titulaires de doctorats, a-t-il fait savoir.

Les efforts de régularisation et d'intégration des imams chargés de diriger les prières se poursuivent, aux côtés des mesures prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment la hausse du point indiciaire et la baisse de l'impôt sur le revenu, lesquelles permettront d'améliorer la situation sociale des travailleurs du secteur.

Sonelgaz à Mostaganem

La formation, un outil de prévention irrécusable

La Société algérienne de distribution d'électricité et de gaz (Sonelgaz) à Mostaganem a organisé, ce jeudi 16 décembre 2021, les premières journées de formation au profit des associations et des médias. A l'hôtel «Hyproc» des Sablettes, les associations, journalistes et correspondants, ont pris part à cet événement formatif contre les risques que pourraient générer la mauvaise utilisation du gaz et de l'électricité. Pour rappel, cette activité de formation nationale s'inscrit dans le programme de prévention de la Direction générale de la société, dispensé à travers toutes les wilayas du pays. Cette journée

consiste aussi à donner des conseils de prévention pour permettre aux utilisateurs du gaz naturel et de l'énergie électrique de profiter en toute sécurité en réduisant les risques d'accidents qui peuvent être mortels. Cette formation s'est focalisée sur les situations susceptibles de mettre les consommateurs dans une situation de danger de mort. D'autre part, la réduction de la facture de consommation d'énergie a également été soulevée. En effet, les installations de gaz et d'électricité si elles ne répondent pas aux normes ou à la conformité technique peuvent aussi être à l'origine d'accidents comme les explosions ou les

incendies. En cette occasion, les intervenants ont mis en exergue les petits gestes qui serviraient à réduire de manière catégorique la facture de consommation d'énergie. Beaucoup d'exemples ont été énumérés, tels que l'entretien des équipements, leur choix, le dégivrage, etc. Le débat sur cette question précise a tourné autour du manque de professionnalisme chez les installateurs, à la triche sur la qualité des matériaux et des appareils, à la non-conformité des appareils gaziers ou électriques et surtout au manque de contrôle. En cette demi-journée, la thématique des installations des lignes électriques aériennes ou souter-

raines et celles des limites des périmètres de protection des installations et infrastructures gazières ont fait l'objet d'une intervention et d'un débat assez enrichissant. Dans tous les cas, la formation reste un outil de prévention irrécusable. En cette période hivernale et afin de minimiser les risques émanant de la mauvaise utilisation d'appareils fonctionnant avec un combustible autre que le gaz naturel, surtout ceux produisant du monoxyde de carbone, la Sonelgaz multiplie les activités de sensibilisation auprès des citoyens par le lancement de caravanes itinérantes.

Lotfi Abdelmadjid

Tassili Airlines Ouverture d'une nouvelle ligne aérienne entre Alger et le Niger

La compagnie Tassili Airlines compte lancer une nouvelle desserte aérienne reliant Alger au Niger via des vols charter hebdomadaires à partir du 9 janvier 2022, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère des Transports.

«Dans le cadre de l'approche d'ouverture du gouvernement sur l'Afrique et ses marchés, et en application des recommandations des réunions périodiques organisées par le ministère des Transports avec les opérateurs de transport aérien, un accord a été conclu entre Tassili Airlines et l'opérateur économique Silvi Tours, portant ouverture d'une nouvelle desserte aérienne entre l'Algérie et le Niger», précise la même source.

La nouvelle ligne aérienne desservira, les villes d'Alger - Tamanrasset - Agadez - Niamey, selon le communiqué.

«Cette ligne sera exploitée via des vols charter hebdomadaires à partir de dimanche 9 janvier 2022 dans le strict respect du protocole sanitaire et des conditions d'entrée entre les deux pays», conclut le ministère.

R. N.

Sommet Afrique-Turquie

La participation de l'Algérie confirme le partenariat d'exception entre Alger et Ankara

■ La participation de l'Algérie au 3^e Sommet de partenariat Turquie-Afrique qui se tient depuis hier à Istanbul, confirme le partenariat d'exception des relations qu'entretiennent les deux pays.

Par Salem K.

Dans ce sens, la participation du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, à ce sommet en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, réaffirme le caractère d'exception des relations bilatérales qu'entretiennent l'Algérie et la Turquie dans divers domaines.

Ce partenariat d'exception entre l'Algérie et la Turquie, liées par un traité d'amitié et de coopération depuis 2006, s'est traduit par l'intensification des investissements et des échanges commerciaux ainsi que par le renforcement de la concertation politique sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Pour rappel, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait déclaré, lors de sa visite de travail et d'amitié effectuée en Algérie en janvier 2020, que la Turquie comptait beaucoup sur l'Algérie quant à la réussite du sommet Turquie-Afrique, considérant, à ce propos, l'Algérie comme «le plus important accès sur le Maghreb et à l'Afrique».

Il faut aussi relever que la visite d'Erdogan était la première du genre effectuée par un chef d'Etat en Algérie, après l'élection de Abdelmadjid Tebboune au poste de président de la République en décembre 2019.

En ce sens, la coopération entre les deux pays s'est traduite sur le terrain par la signature de plusieurs accords de partenariat et de coopération ainsi que des mémorandums d'entente dans divers secteurs, notamment l'Energie, l'Agriculture, le Tourisme, l'Enseignement supé-

rieur, la Culture, la diplomatie, la Santé et les Start-up.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, avait fait part, lors de sa dernière visite en Algérie (août 2021), de la volonté de son pays de «pour suivre la coopération avec l'Algérie pour garantir la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région».

Au plan économique, la dynamique insufflée aux échanges entre les deux pays devrait aboutir prochainement à la tenue de la première session du Conseil de coopération conjoint de haut niveau, dont la mise en place a été décidée conjointement par les Présidents Tebboune et Erdogan en janvier 2020.

En attendant, la 11^e session de la Commission mixte intergouvernementale algéro-turque s'était tenue le mois de novembre dernier à Alger, afin de consolider davantage la coopération et le partenariat entre les deux pays.

Ainsi, à travers l'ensemble les investissements directs turcs, l'Algérie est considérée comme le deuxième partenaire de la Turquie en Afrique. En ce sens, la Turquie a déjà investi plus de 5 milliards de dollars en Algérie, principalement dans les secteurs de la sidérurgie, des produits chimiques, du textile, du médicament et de la construction.

Dans le domaine de la construction et de l'habitat, les entreprises turques ont réalisé 550 projets d'infrastructure et de logement d'une valeur de 20 milliards de dollars à ce jour en Algérie, alors que le nombre d'entreprises avec des partenaires turcs en Algérie a dépassé les 1 300.



Durant l'année 2020 et malgré la pandémie de Covid-19, plus de 130 sociétés turques ont été créées en Algérie dans différents secteurs.

En 2020, les deux pays avaient également renouvelé le contrat permettant à l'Algérie d'approvisionner la Turquie en gaz naturel liquéfié (GNL) jusqu'à 2024, permettant ainsi à l'Algérie de devenir le premier fournisseur de GNL à la Turquie et le quatrième fournisseur de gaz de pétrole liquéfié (GPLC).

En outre, le partenariat entre Sonatrach et la société turque Renaissance pour la réalisation du complexe pétrochimique de production de propylène et de polypropylène (PDH-PP) et le plan d'investissement de la société turque Tosyali, d'un montant global de 1,7 milliard de dollars pour la production d'acier plat à Oran, constituent des modèles de réussite qui motivent les deux pays à rechercher

de nouvelles opportunités de partenariat gagnant-gagnant.

Compte tenu de la densité des échanges et de la coopération tous azimuts, l'Algérie et la Turquie veillent à hisser leurs relations au rang d'excellence, sachant que les deux pays partagent des relations historiques empreintes d'amitié et de coopération multiforme.

Arrivée de M. Benabderrahmane à Istanbul

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, est arrivé vendredi après-midi à Istanbul pour prendre part en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du 3^e sommet du Partenariat Turquie-Afrique.

M. Benabderrahmane est accompagné du ministre des

Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

Le Sommet de partenariat Turquie-Afrique, dont les travaux au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement ont débuté hier au Palais des congrès d'Istanbul, se tient sous le slogan «Partenariat renforcé pour un développement et une prospérité mutuelle».

Le sommet réunira une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres ainsi qu'une délégation de l'Union africaine.

Il a pour objectif d'insuffler une nouvelle dynamique au «partenariat stratégique» entre la Turquie et les pays du Continent africain et d'établir également le bilan des deux précédents sommets qui s'étaient tenus respectivement à Istanbul en 2008 et en Guinée équatoriale en 2014.

S. K.

De janvier à novembre

Les exportations automobiles chinoises ont plus que doublé

Les constructeurs automobiles chinois ont exporté 1,79 million de véhicules au cours des onze premiers mois de l'année, soit plus que le double par rapport à la même

période de l'année dernière, indiquent les dernières données de l'industrie. Portées par la forte demande étrangère de véhicules à énergie nouvelle, les exportations automobiles de la Chine

ont augmenté de 59,1 % en glissement annuel à 200 000 unités pour le seul mois de novembre, selon les données de l'Association chinoise des constructeurs automobiles.

Les exportations de voitures particulières ont grimpé de 71,2 % sur un an à 170 000 unités le mois dernier, tandis que celles de véhicules utilitaires ont progressé de 13 % en glisse-

ment annuel pour atteindre 30 000 unités. Les exportations de véhicules à énergie nouvelle ont bondi de 189,9 % sur un an à 37 000 unités en novembre.

S. K.

Marchés/Agriculture

Blé, maïs, soja, concluent la semaine en légère hausse

Les cours des principaux produits agricoles à Chicago ont conclu en légère hausse vendredi, portés par l'annonce de ventes américaines à l'exportation.

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a annoncé une vente à l'exportation vers la Chine de 132 000 tonnes de soja et de 33 000 tonnes de l'oléagineux vers l'Inde.

«Cela a semblé soutenir le marché

dans l'ensemble», a jugé Dewey Strickler, d'Ag Watch Market advisors.

Le cours du soja mais aussi du blé ont été également soutenus par les nouvelles de la sécheresse qui perdure dans le sud du Brésil et sur une partie de l'Argentine.

Le blé, qui a été survendu ces dernières semaines, selon M. Strickler, a rehaussé la tête.

Globalement, le marché s'apprêtait à entrer deux semaines de séances écour-

tées avec les fêtes de fin d'année, les vendredis 24 et 31 décembre étant déclarés fériés aux Etats-Unis, alors que Noël et le Jour de l'an tombent un samedi.

«Les opérateurs ont commencé à dénouer leurs positions avant la fin de l'année et dans ce contexte, on pourra observer davantage de volatilité», a indiqué l'analyste.

Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars 2022 a avancé de

0,58 % à 7,7500 dollars contre 7,7050 dollars en clôture jeudi.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars a pris 0,33 % à 5,9325 dollars contre 5,9125 dollars la veille.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en janvier a gagné 0,62 % à 12,8525 dollars contre 12,7725 dollars

j e u d i

Ghani H.

Opéra d'Alger

Hommage rendu à des divas algériennes

■ La culture algérienne s'enrichit de plus en plus avec la créativité de ses artistes qui démontrent à chaque fois une générosité hors normes. Des hommes et des femmes prouvent à chaque fois leurs talents dans différents domaines artistiques et, chacun à sa manière, laisse son empreinte qui se veut un plus pour l'art et la culture de notre pays.

Par Abla Selles

C'est dans cette perspective qu'un concert-hommage aux divas de la chanson algérienne, Nardjess, Nadia Benyoucef et Salima Madini, ainsi qu'à la grande et regrettée Seloua, récemment disparue, était animé vendredi soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih.

Initialement prévu pour rendre hommage à Seloua, disparue le 9 décembre dernier, les organisateurs ont décidé d'honorer des artistes encore vivantes.

Dans une ambiance de grands soirs, le premier volet de la soirée a été consacré à l'hommage rendu, à titre posthume, à la grande Seloua, animé par les voix suaves de trois des musiciennes de l'Orchestre andalou de l'Opéra d'Alger, Sabah El Andaloussia, Radia Nouaceur Yadi et Sarah Belaslouni, qui ont brillamment interprété quelques pièces dans le genre *hawzi* du riche répertoire de Seloua.

A cette occasion, les chansons «*Loukane soltane el m'habba*», «*Ana'ladhi biya s'ken samim fouadi*», «*El qad elli sabani*», «*Wamen li bi djismi*», «*Atani zamani*» et «*Qoudoum el habib*», ont été présentées au public. C'est la ministre de la Culture et des Arts,



Wafa Chaalal, qui a rejoint ensuite la scène pour remettre la distinction honorifique marquant l'hommage à Seloua, à Sabah El Andaloussia, représentante de la famille de la défunte.

Les artistes Lamia Madini,

Esma Alla, Nadia Benyoucef et Nardjess ont fait après une belle réunion de cantatrices aux voix présentes et étoffées, dotées de timbres aux larges tessitures, issues de l'ancienne et la nouvelle génération. Les chanteuses,

qui se sont mises à l'heure de la tradition andalouse avec des tenues de circonstance, (karakou, caftan et serouel chelqa), ont rendu, entre autres pièces, «*Ya badie el hosni ahif*», «*Ya l'qiq el hadjeb*», «*Ya qalbi khelli el hal*,

«*Ana touiri*», «*Nehwa rohi'w'rahti*», «*El khilaâ taâjebni*», «*Harq ed'hana mouhdjati*» et «*Sifet ech'chemaâ wel qendil*».

En présence de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées en Algérie, les sonorités aiguës des violons et du nay (flûte arabe), la densité des notes des instruments à cordes, à l'instar du oud, la koutra et la contrebasse, ainsi que les cadences rythmiques irrégulières, ont relevé le ton du concert, créant des atmosphères conviviales et festives.

Empreints de sourires, de bonne humeur et de lyrisme poétique, les intermèdes marquant l'entrée des chanteuses sur scène ont été très appréciés par le public qui inter-agissait avec les odes de Moumen Haoua, animateur à l'Opéra d'Alger, qu'il déclamaient en y mettant dans un ton feutré de conteur, les nuances et les intonations adéquates à chacun de ses textes.

A l'issue de la soirée, Wafa Chaalal a remis des distinctions honorifiques à Nardjess, Nadia Benyoucef et Lamia Madini, représentant sa mère Salima, doyenne des professeurs du Conservatoire d'Alger, virtuose du piano et présidente de l'association andalouse «*Essendoussia*» d'Alger.

A. S.

«Les amoureux timides»

Smail Yabrir questionne l'homme moderne

Dans son dernier roman «*Les amoureux timides, la perte de l'être pré-historique contemporain*», l'écrivain Smail Yabrir propose un regard critique et pessimiste sur l'homme moderne et sa vie bruyante chargée d'ondes négatives et d'artifices qui meublent sa citadinité, dénonçant dans cet ouvrage un recul palpable des valeurs dans le monde.

Publié en Algérie aux éditions «*Hibr*», mais aussi en Tunisie et en Egypte par des éditeurs locaux, ce roman relate en 197

pages l'histoire de Mahfoudh, un personnage fantaisiste vivant un exil volontaire en refusant son environnement et son époque pour se réfugier dans une ère préhistorique imaginaire.

Cet individu est dévoilé par Chemoussa, jeune journaliste à la télévision, obligée par un patron tyranique d'interviewer Mahfoudh qui est connu dans sa région comme une personne mentalement instable.

Après avoir difficilement accordé sa confiance à la journaliste, Mahfoudh commence à

livrer sa vision de la vie et ses souvenirs évoquant sa mère, son ami le plus proche et nombreuses histoires d'amour.

Rapidement séduite par ce personnage atypique, la jeune journaliste se rapproche de Mahfoudh, compatit à son malheur et lui confie ses histoires faites de perte, de déceptions amoureuses et de frustrations. Une relation amoureuse commence à prendre forme entre les deux personnages dans une trame surréaliste montrant que l'homme moderne

n'est pas forcément meilleur que ses ancêtres.

L'auteur dénonce un discours hypocrite et égoïste moderne en le confrontant à des concepts plus humains et plus simples appelant à «*accepter sa laideur intérieure et crucifier l'illusion de la beauté (...)* pour comprendre ce que nous sommes et comprendre son époque».

Ecrit dans une langue arabe raffinée avec un déroulement fluide du récit, «*Les amoureux timides*» porte une dimension

philosophique et humaine des plus importantes servie par une immersion dans les personnalités des amoureux avec de nombreux symboles en lien avec l'histoire et la préhistoire, le roman étant inspiré d'une gravure rupestre, de la région de Ain Naga à Djelfa, représentant un homme et une femme, surnommés par les habitants «*Les amoureux timides*».

Le roman convoque également le monde des médias, un univers où l'auteur a travaillé pendant de longues années, en plus de nombreux titres de littérature et de références en arts plastiques.

Romancier, poète et dramaturge, Smail Yabrir, né en 1979, a publié ses deux premiers recueils de poésie «*Premiers rituels*» et «*L'exercice*» en 2008, avant de publier son premier roman «*Yamonda*».

Il est également l'auteur de «*Le testament d'un sot*», primé au Soudan, de «*Maoula El Hayra*», Prix Mohammed-Dib, et d'autres recueils de poésie et textes dramaturgiques dont «*Aâtacha*» et «*Le narrateur dans le conte*», primé aux Emirats arabes unis.

L'auteur annonce également la sortie, en mars prochain, d'un recueil de nouvelles et d'une nouvelle œuvre poétique.

L. B.

Cinéma

L'actrice Cate Blanchett recevra un César d'honneur

La star australienne Cate Blanchett, doublement oscarisée, recevra le 25 janvier 2022 un César d'honneur pour sa carrière et ses engagements, à l'occasion de la 47^e cérémonie des Césars, ont annoncé, vendredi, ses organi-

sateurs, la chaîne française Canal+ et l'Académie des Césars.

L'actrice et productrice, qui a notamment remporté deux Oscars en 2005 et 2014 pour ses rôles dans «*The Aviator*» de Martin Scorsese et «*Blue Jasmine*» de Woody Allen, se verra remettre le prix d'honneur pour l'ensemble de sa carrière et sa personnalité «*absolument remarquables*», écrivent-ils dans un communiqué.

Agée de 52 ans, Cate Blanchett est «*une artiste aux multiples facettes, qui œuvre au cinéma, à la télévision, au*

théâtre», rappelle l'Académie des Césars.

L'actrice recevra cette distinction alors qu'elle «*vient de terminer la production du film "TAR" réalisé par Todd Field*» et qu'elle incarne une psychanalyste dans le nouveau film de Guillermo Del Toro «*Nightmare Alley*» qui sortira début 2022.

L'attribution de cette récompense tient également à son engagement «*en dehors des plateaux pour le droit des femmes ou l'écologie*», expliquent les organisateurs.

La star s'est notamment illustrée dans le combat des femmes

contre les violences sexuelles dans le cinéma, en particulier depuis l'affaire Weinstein.

En 2018, alors qu'elle présidait le jury du 71^e festival de Cannes, elle avait monté les célèbres marches cannoises avec 81 autres femmes du 7^e art, en faveur de l'égalité.

Par ailleurs, elle tient le rôle d'ambassadrice de bonne volonté pour le Haut commissariat des Nations aux réfugiés (HCR), et a été récompensée en 2018 par le prix Crystal au Forum économique mondial de Davos pour son travail et son dévouement.

F. H.

Agend'Art

Palais des Raïs, Bastion 23

Du 18 décembre au 15 janvier 2022 :

Une exposition historique et artistique dédiée à l'apport des femmes dans l'histoire algérienne, organisée sous le thème «*Les oubliées de l'histoire*».



Nucléaire iranien

Trêve dans les négociations, «l'espace» se réduit

■ Les négociateurs sur le nucléaire iranien se sont quittés vendredi en faisant état de légers progrès, mais les Européens ont insisté sur "l'urgence" de se retrouver au plus vite.

Par Mourad M.

«**Q**uelques avancées sur le plan technique ont été réalisées au cours des dernières 24 heures de pourparlers à Vienne pour sauver l'accord de 2015, toutefois il reste très peu d'espace», ont déclaré d'une même voix des hauts diplomates de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni (E3). Réunis avec leurs homologues d'Iran, de Chine et de Russie, ils ont bouclé cette septième session après plusieurs jours de discussions «dures et intenses» selon Téhéran. Ils n'ont pas fixé de nouveau rendez-vous, espérant se retrouver avant le Nouvel an. Le chef de la délégation iranienne, Ali Bagheri, a souhaité retourner à Téhéran, explique l'E3 qui a déploré «une interruption décevante» dans les pourparlers, pour une raison indéterminée. L'ensemble des autres partenaires étaient «prêts à poursuivre les discussions», ont-ils souligné, appelant les Iraniens à les «reprandre rapidement» et à accélérer le rythme.

«Nous n'avons pas des mois devant nous, mais plutôt des semaines», a abondé le coordi-

nateur de l'Union européenne (UE), Enrique Mora qui s'est exprimé face à la presse devant le palais Cobourg de la capitale autrichienne où se déroulent les négociations. «Je ne peux pas encore annoncer de date formelle pour la reprise», a-t-il ajouté.

Après un premier cycle au printemps interrompu par l'élection en juin d'un nouveau président iranien ultra conservateur, les diplomates s'étaient retrouvés fin novembre à Vienne.

Les débuts ont été difficiles mais «nous nous sommes enfin mis d'accord sur la base de départ pour les discussions», a indiqué une source au sein de l'E3, qui pointait il y a quelques jours les exigences «radicales» de Téhéran. Et d'ajouter : «Maintenant il faut entrer dans le vif du sujet».

L'ambassadeur russe Mikhaïl Oulianov, s'est félicité sur Twitter du «succès» des dernières discussions qui ont «préparé une base solide pour des négociations plus intensives».

Le négociateur en chef iranien Ali Bagheri a, de son côté, salué l'élaboration d'un nouveau cadre de négociations, «intégrant les points de vue» de la République islamique, sur les

deux volets de la levée des sanctions américaines et du programme nucléaire.

L'enjeu des pourparlers de Vienne vise à faire revenir dans l'accord les États-Unis qui y participent de manière indirecte, Téhéran refusant des discussions directes avec Washington.

Ce pacte s'est délité à la suite du retrait unilatéral de Washington en 2018 sous la présidence de Donald Trump.

En riposte au rétablissement des mesures punitives à son égard, l'Iran, qui dément vouloir se doter de la bombe, s'est progressivement affranchi des limites imposées à son programme nucléaire.

Le président démocrate Joe Biden soutient le retour des États-Unis au sein de l'accord, tout en demandant à ses négociateurs de se préparer pour le cas où la diplomatie échouerait. «Cela ne va pas bien car il n'y a pas encore de voie vers un retour dans l'accord», a indiqué le conseiller à la sécurité nationale américain, Jake Sullivan. «Nous payons le prix d'une décision désastreuse prise par M. Trump», a-t-il déclaré, notant que l'accord «met le programme nucléaire sous l'éteignoir». Il a toutefois souligné que des «progrès à la table des négociations» avaient été faits ces derniers jours. Washington, a dit M. Sullivan, coopère avec l'E3 mais aussi la Russie et la Chine, avec qui les relations sont pourtant très tendues.

L'accès aux sites nucléaires iraniens par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'éner-



PH. > D. R.

gie atomique (AIEA), chargée de contrôler le caractère pacifique des activités de Téhéran, a aussi été nettement réduit ces derniers mois.

L'instance onusienne est toutefois parvenue à un arrangement cette semaine sur le remplacement des caméras de surveillance sur le site nucléaire de Karaj, près de Téhéran. Ces appareils avaient été endommagés le 23 juin selon l'Iran, qui avait alors affirmé avoir déjoué une opération de «sabotage» d'Israël.

Ce que la République islamique a qualifié de «geste de bonne volonté» de sa part a permis d'éviter une «crise à court

terme» et de détendre quelque peu l'atmosphère des pourparlers, selon les experts.

Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, a salué, vendredi, devant les journalistes, un «pas important», tout en émettant des «doutes» au sujet de l'absence de données issues d'une des caméras.

Extrêmement méfiant, l'Iran est convaincu que le sabotage de Karaj a été rendu possible grâce au piratage des informations recueillies par ces appareils de surveillance. Une hypothèse «absurde», a insisté M. Grossi, ces caméras ne pouvant selon lui «pas être trafiquées» une fois installées. **M. M.**



Commentaire

Socialiste

Par Fouzia Mahmoudi

Plutôt que de se rassembler pour espérer se hisser au second tour de la présidentielle, la gauche française vient au contraire de voir apparaître une nouvelle candidate en la personne de Christiane Taubira qui fragmentera encore un peu plus le vote de ses électeurs. Et si pour le moment elle parle de sa candidature au conditionnel, sa seule évocation est déjà suffisante pour créer l'émotion à gauche. Surtout du côté du PS, l'ex-ministre de François Hollande étant l'une des personnalités les plus appréciées par les électeurs socialistes. Or, le PS a déjà une candidate officielle, qui si elle plafonne toujours à 4 % d'intentions de vote, n'en est pas moins la candidate officielle du parti. D'ailleurs, cette dernière a été l'une des premières à réagir face à la possible candidature de l'ex-garde des Sceaux. Pour Anne Hidalgo, ce serait en effet une erreur. Cette possible nouvelle candidature va «désespérer un peuple de gauche qui désespère déjà beaucoup», a ainsi estimé la maire socialiste. Si elle affirme que Christiane Taubira a tout son respect, l'édile de la capitale est catégorique : «Je pense qu'il ne faut pas ajouter une candidature de plus à gauche». «La meilleure façon de créer l'union, c'est de le faire en transparence, dans le cadre d'une primaire ouverte à ces forces de gauche qui veulent gouverner ensemble», a réitéré Anne Hidalgo, en référence à sa proposition de primaire de la gauche. «Je suis quelqu'un de réaliste, je vois cela, je continue à dire que l'union est quelque chose d'indispensable», a insisté la socialiste, voyant dans sa proposition le seul moyen pour son camp d'arriver au second tour du scrutin présidentiel d'avril prochain. «La gauche ne gouverne jamais si elle n'est pas unie», a-t-elle également relevé. Toutefois, sa proposition ne remporte pas l'adhésion escomptée : Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon ont été catégoriques et annoncé qu'ils refusaient de participer à une primaire. Christiane Taubira n'a pas précisé si elle participerait à cette primaire voulue par Anne Hidalgo dans le cas où elle confirmerait sa candidature à l'Élysée. Elle a donné rendez-vous aux Français mi-janvier pour une annonce finale. Soit environ deux petites semaines avant la primaire populaire, organisée par le collectif du même nom. Reste à voir si Taubira suscitera l'enthousiasme des électeurs et prendra des points aux autres candidats de sa famille politique dans les sondages ou si son annonce finalement ne changera pas le statu quo mettant peut-être en éviden-

Grande-Bretagne

Boris Johnson «assume» après une défaite électorale

Embourbé dans une série de scandales, le Premier ministre britannique Boris Johnson a dit vendredi «assumer» la responsabilité de la défaite de son parti conservateur à une élection locale, qui le fragilise encore en pleine résurgence épidémique.

La fin de l'année tourne au cauchemar pour le dirigeant conservateur, deux ans après sa victoire électorale historique sur la promesse de réaliser le Brexit. Lui qui était auréolé jusqu'il y a peu d'une popularité à toute épreuve voit désormais son autorité remise en question par ses troupes, alors que les scandales s'accroissent, l'inflation s'envole et les contaminations au coronavirus s'emballent de manière spectaculaire – avec pour le troisième jour consécutif un nouveau record de contaminations, plus de 93 000 vendredi – chamboulant les plans de Noël des Britanniques. Jeudi, une élection législative partielle dans le North Shropshire, circonscription très rurale du centre de

l'Angleterre acquise de longue date aux conservateurs et très pro-Brexit, a été remportée par les libéraux-démocrates avec 47 % des suffrages.

«Les électeurs ont exprimé clairement à Boris Johnson que la fête est finie», a lancé la gagnante Helen Morgan après l'annonce de sa victoire.

«En toute humilité, il me faut accepter ce verdict», a réagi Boris Johnson. «Je suis responsable de tout ce que fait le gouvernement et bien sûr j'en prends la responsabilité personnelle», a-t-il déclaré, disant «comprendre» le mécontentement des Britanniques. Ce camouflet pour le dirigeant de 57 ans reflète, de l'aveu même des conservateurs, une exaspération populaire. «Les électeurs du North Shropshire en ont eu marre», a reconnu sur SkyNews le président du Parti conservateur, Oliver Dowden. «Je pense qu'ils voulaient nous envoyer un message et (...) nous l'avons bien entendu». L'hypothèse d'un vote de défiance à son

encontre au sein du parti, qui aboutirait à le remplacer à la tête de l'exécutif, n'est plus taboue, même si peu d'élus ont pour l'instant indiqué soutenir une telle démarche. Les noms des ministres des Affaires étrangères, Liz Truss, et des Finances, Rishi Sunak, circulent déjà pour le remplacer. Car ce revers électoral s'ajoute à une série de scandales. La révélation d'événements festifs à Downing Street à l'hiver 2020, alors que les Britanniques étaient soumis à de fortes restrictions pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a fait chuter sa popularité. Même l'archevêque de Canterbury, Justin Welby, s'est dit «déçu», appelant chacun à «respecter les règles». Chaque jour apportant son lot de révélations, plusieurs médias ont affirmé vendredi que le plus haut fonctionnaire britannique, Simon Case, chargé d'une enquête interne sur ces rassemblements, a lui-même été présent à une fête de Noël il y a un an au sein de son propre service.

Tunisie

UE : l'annonce de Kaïs Saïed est «une étape importante»

■ L'Union européenne (UE) a considéré comme «une étape importante» l'annonce faite le 13 décembre 2021 par le président tunisien, Kaïs Saïed, portant sur des élections législatives en Tunisie et sur le calendrier de leur mise en œuvre dans le courant de l'année 2022.

Par Moncef G.

Dans un communiqué publié, l'UE a affirmé que ces déclarations «constituent une étape importante vers le rétablissement de la stabilité et de l'équilibre institutionnels (...)».

Le chef de l'Etat tunisien avait annoncé, durant la soirée de lundi, notamment la prolongation du gel du Parlement jusqu'à la tenue d'élections législatives anticipées le 17 décembre 2022 et des réformes constitutionnelles. A cet égard, l'UE réitère son soutien à la Tunisie, «dans un contexte de crise pandémique, sociale et économique

d'envergure dans le pays, y compris dans le cadre des discussions avec les partenaires financiers internationaux».

L'Italie réitère son soutien à la Tunisie dans son processus démocratique

L'Italie a réitéré son soutien à la Tunisie dans son processus démocratique, indique un communiqué du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

«L'Italie a pris note avec intérêt de l'annonce par le Président tunisien Kaïs Saïed du lancement d'une voie de réformes politiques



et constitutionnelles soumises à des délais impartis, qui devraient aboutir à de nouvelles élections législatives», indique le communiqué du département des Affaires étrangères publié dans

la soirée de mercredi à jeudi.

M. G.

Sahara occidental

Le Conseil de sécurité doit inclure un chapitre sur les droits de l'Homme dans le mandat de la Minurso

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit inclure un chapitre sur les droits de l'Homme et un autre sur l'état de droit dans le mandat de la Minurso, face à l'augmentation significative des violations marocaines au Sahara occidental depuis la rupture du cessez-le-feu de 1991, en novembre 2020, souligne la Fédération d'associations catalanes amies du peuple sahraoui (ACAPS).

Face à l'intensification des cas de répression et de violations des droits de l'Homme par les autorités de l'occupation marocaines dans les territoires sahraouis occupés, «le Conseil de sécurité des Nations unies doit inclure un chapitre sur les droits de l'Homme, ainsi qu'un chapitre sur l'état de droit, dans le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso)», indique un rapport de la fédération. Et «en l'absence d'un mécanisme indépendant et crédible pour assurer le plein respect des droits de l'homme au Sahara occidental, le Secrétaire général des Nations unies doit accorder une place significative dans son rapport au Conseil de sécurité aux violations du droit international, du droit international humanitaire et des droits de l'homme (y compris les avis et déclarations publiés par les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations unies) au Sahara occidental», selon le document.

D'après le rapport, «le refus du Maroc de mettre en place un mécanisme indépendant et crédible de surveillance et de dénonciation des violations des droits de l'homme alimente le contexte d'impunité auquel est confrontée la population sahraoui». Le présent rapport est coordonné par l'ACAPS et NOVACT, l'Institut international pour l'action non-violente qui promeut le processus de transformation sociale basé sur les droits humains, la justice et la démocratie dans la région euro-méditerranéenne. Intitulé «Visibiliser l'occupation au Sahara occidental», le rapport est soutenu par le groupe de soutien pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au Sahara occidental (300 ONGs du monde entier) et l'Association des familles de prisonniers et disparus sahraouis (Atapredesa).

Les auteurs de ce rapport appellent aussi la Minurso à «protéger la population

civile dans les zones les plus proches du développement des hostilités, dans le cadre de son mandat de contrôle du cessez-le-feu», soulignant que la mission onusienne «doit également prendre d'urgence le contrôle de la zone tampon au sud du Sahara occidental et s'assurer qu'elle restera démilitarisée».

Le rapport qui couvre la période allant du 13 novembre 2020 au 13 novembre 2021 a pour objectif de contribuer à briser le mur du silence de l'impunité et de l'inaction concernant la situation des droits et libertés dans les territoires sahraouis occupés ainsi que de fournir des informations rigoureuses sur l'intensification par l'occupant marocain des violations qui ont eu lieu au cours de l'année écoulée.

Dans ce contexte, le rapport note qu'au moins 160 violations des droits civils et politiques et des droits des femmes ainsi que des violations de la quatrième Convention de Genève, ont eu lieu pendant cette période au Sahara occidental, précisant qu'il s'agit uniquement des cas et des témoignages qui ont pu parvenir aux mains des défenseurs sahraouis des droits de l'homme ou qui sont inclus dans les rapports périodiques d'organisations des droits humains.

Dans ce sillage, les auteurs ont cité de nombreux cas de violations des droits de l'homme du peuple sahraoui et de répression contre les prisonniers ainsi que les activistes et militants des droits humains dont

Sultana Khaya, qui est assignée à résidence depuis novembre 2020 avec sa famille et subit depuis toutes les formes de torture, d'intimidation, de viol et d'agression sexuelle, des pratiques inhumaines vivement dénoncées dans le rapport ACAPS/NOVACT.

A cet effet, le rapport juge impératif que la Représentante spéciale du Secrétaire général sur les violences sexuelles dans les conflits (SRSG-SVC) «prenne la responsabilité de dénoncer les agressions et les violences sexuelles subies par la population protégée et, en particulier, par les femmes activistes dans ce territoire». «En l'absence d'une puissance administrante, le Secrétaire général de l'ONU doit recueillir les informations statistiques et autres informations pertinentes de nature technique relatives aux conditions écono-

miques, sociales et éducatives dans le territoire occupé», insistent les auteurs du rapport.

Un texte collectif avertit la France des conséquences de la non-décolonisation du Sahara occidental

Un texte collectif a appelé vendredi la France à assumer ses responsabilités, la mettant en garde contre les conséquences de la non-décolonisation du Sahara occidental et des risques de la dégradation de la situation en Afrique du Nord.

«Si la Monarchie marocaine continue d'être soutenue par les autorités françaises dans ses velléités actuelles, en dépit (de la violation flagrante) du droit international, la situation risque de s'aggraver encore davantage au détriment de la stabilité de la région et, surtout, de la paix entre les peuples», ont averti les premiers signataires, des anthropologues et sociologues.

Les auteurs du texte ont appelé les autorités françaises à promouvoir en urgence «le droit international et de régler, une fois pour toutes, par le droit et uniquement le droit, les problèmes qui minent les peuples et les Etats de la région».

Ils ont rappelé qu'ils avaient déjà averti l'opinion publique et le président français, Emmanuel Macron, de «la lourde responsabilité de la France dans la non-décolonisation du Sahara occidental», ajoutant que plutôt que de se conformer au droit international et tout en reconnaissant la colonisation comme un crime contre l'Humanité, «les autorités françaises soutiennent la colonisation marocaine de ce territoire non-autonome des Nations unies». Paris a ainsi procédé à l'installation d'«une délégation de la Chambre française de commerce et d'industrie à Dakhla, dans la partie illégalement occupée par le Maroc, permis la mise en place via l'Institut de recherche pour le développement (IRD) de partenariats scientifiques maroco-français couvrant le Sahara occidental, ouvert une antenne du parti présidentiel LREM à Dakhla occupée également et soutenu le pillage des ressources naturelles au Sahara occidental (comme en témoignent les arrêts de la Cour de justi-

ce de l'Union européenne du 29 septembre dernier, la France apparaissant avec le Maroc dans la partie défenderesse)», ont-ils ajouté. Les premiers signataires de ce texte ont souligné que ce «positionnement en faveur du Maroc, pour des raisons purement économiques et politiques, a conforté la monarchie marocaine dans ses velléités expansionnistes et illégales»: agression militaire dans la zone tampon de Guerguerat, le 13 novembre 2020 - événement déclencheur de la reprise des hostilités armées au Sahara occidental -, «normalisation» ou «accord entre colons» avec Israël en soutien à la colonisation du Sahara occidental, espionnage tous azimuts via le logiciel israélien Pegasus ainsi qu'appui et instrumentalisation de l'organisation terroriste MAK (dont le chef est domicilié en France).

Ils ont précisé que face à ces provocations, les autorités algériennes ont «réagi avec retenue, de manière diplomatique et économique (non renouvellement du contrat du gazoduc GOMU passant par le Maroc), sachant que le Maroc s'appête à bâtir, en coopération avec Israël, une base militaire près de Melilla, à quelques encablures de l'Algérie».

«La vérité est que la guerre a déjà commencé en raison de l'incapacité de la communauté internationale, et de l'absence de volonté claire de la France en particulier, à faire valoir le droit international (en Afrique du Nord)», insiste le document, rappelant qu'en novembre 2020, «dans un relatif silence complice de nombreux médias, le Front Polisario a dû reprendre les armes, après avoir attendu pendant près de 30 ans le référendum d'autodétermination sur le Sahara occidental, conformément à la résolution 690 du Conseil de sécurité de l'ONU du 29 avril 1991, et qui n'a jamais eu lieu».

Ce conflit armé a déjà généré ses crimes de guerre: entre autres, trois civils algériens assassinés par une attaque marocaine au drone sur l'axe Nouakchott-Ouargla le 1^{er} novembre 2021, 11 civils sahraouis tués le 17 novembre et le 27 du même mois, un adolescent sahraoui tué également, tous bombardés par des drones de l'armée marocaine, souligne le texte.

Racha F.



Mondiaux 2021 en petit bassin de natation

Mélih améliore son record national du 100m nage libre

La nageuse algérienne Amel Mélih a amélioré de 24 centièmes de seconde son record national du 100 mètre nage libre, à l'occasion de la deuxième journée des Mondiaux 2021 en petit bassin (25 mètres), qui se déroulent du 16 au 21 décembre à Abu Dhabi (Emirats arabes unis), et qui enregistrent une participation record de 1 182 nageurs.

L'ancien record de Mélih était en effet de 55 secondes et 79 centièmes, établi en octobre 2018, et elle l'a amélioré ce vendredi, en bouclant la distance en 55 secondes et 34 centièmes, lors de la phase de qualification de ces Mondiaux 2021 en petit bassin, qu'elle a disputée dans la cinquième série, terminant à la troisième place.

Néanmoins, malgré son bon chrono, l'Algérienne de 27 ans n'a pu se qualifier pour les demi-finales, car ayant terminé à la 36^e place au classement général, sur un ensemble de 85 concurrentes.

Outre le record national, Mélih a égalé le meilleur temps continental sur la distance, détenu jusque-là par la championne égyptienne Farida Osman, ayant échoué elle aussi à atteindre les demi-finales de ces Mondiaux 2021, après avoir terminé à 27^e place, avec un chrono de 54 secondes et 42 centièmes. Même cas de figure chez les messieurs, notamment avec Anis Djaballah, qui a vu son aventure dans le 200 mètres nage libre prendre fin dès la phase de qualification, après avoir terminé à la cinquième place de sa série, avec un chrono d'1 minute, 48

secondes et 97 centièmes. Un temps ayant à peine suffi à le placer au 40^e rang, sur un ensemble de 69 concurrents, dont le Brésilien Fernando Scheffer, qui a réalisé le meilleur chrono: 1 minute, 42 secondes et 42 centièmes. Djaballah (22 ans), sociétaire de l'USM Alger, s'est néanmoins consolé en réalisant son meilleur temps personnel sur la distance, lui qui avait abordé ces Mondiaux 2021 en petit bassin jeudi, en prenant part au 400 mètres nage libre.

Il avait concouru dans la troisième série, terminant à la sixième place, avec un chrono de 3 minutes, 52 secondes et 1 centième, ce qui l'avait placé en 42^e position, sur un total de 64 concurrents.

La troisième journée de compétition, prévue hier, a vu l'entrée en lice de l'Algérien Oussama Sahnoune dans le 50 mètres nage libre, au moment où son compatriote Abdallah Ardjoune devait disputer le 50 mètres/dos. Pour rappel, Jaouad Syoud, sur lequel reposaient les meilleurs espoirs algériens dans ces Mondiaux 2021, s'est finalement absenté, pour des raisons qui pour l'heure restent inconnues, lui qui devait disputer le 100 mètres et le 200 mètres papillon, ainsi que le 100 mètres et le 400 mètres quatre nages. Une défection qui réduit la participation algérienne de cinq à quatre nageurs dans ces Mondiaux 2021, considérés comme préparation pour l'élite nationale en prévision d'autres échéances, dont les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran.

Judo

La FAJ désigne un coordinateur régional de la Zone Est

La Fédération algérienne de judo (FAJ) a désigné Djamel Salhi en qualité de coordinateur régional de la Zone Est, a-t-on appris, vendredi, auprès de cette instance. La décision a été prise à l'occasion de la réunion mensuelle du Bureau exécutif de la FAJ, tenue mercredi. «Elle était

effective dès le lendemain jeudi», a ajouté la même source. La région Est, que devra chapeauter Salhi, englobe les wilayas de Constantine, Jijel, Sétif, Batna, Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arréridj, a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué.

Boxe

La Coupe d'Algérie (juniors/garçons) du 20 au 26 décembre à Constantine

La Coupe d'Algérie (juniors/garçons) de boxe se déroulera du 20 au 26 décembre courant à la salle omnisports de Constantine, a-t-on appris, vendredi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). Treize catégories de poids seront engagées dans cette compétition, à savoir celles des 46 à 48 kg, 51 kg, 54 kg, 57 kg, 60 kg, 63,5 kg, 67 kg, 71 kg, 75 kg, 80 kg, 86 kg, 92 kg, et celle des plus de 92 kg. Sont considérés comme relevant de la catégorie juniors, les pugilistes nés

entre 2004 et 2005, et la compétition se déroulera suivant un système d'élimination directe. Les Ligues de wilaya classées aux dix premières places à l'issue de la saison écoulée auront le droit d'engager deux boxeurs par catégorie de poids, alors que les autres Ligues ne pourront en engager qu'un seul. Les dix Ligues qui auront le droit d'engager deux boxeurs par catégorie de poids sont : Alger, Béjaïa, Boumerdès, Constantine, Chlef, Tizi-Ouzou, Tiaret, Aïn Defla, Blida, M'sila.

Ligue 1 (8^e journée)

L'USB reste leader, le RCA, l'ASO et la JSK gagnent enfin

■ L'US Biskra a provisoirement conservé la tête de la Ligue 1 algérienne de football, en ramenant un bon nul de son déplacement chez le MC Oran (2-2), vendredi soir, en ouverture de la huitième journée, ayant vu le RC Arbaâ, l'ASO Chlef et la JS Kabylie remporter leur première victoire de la saison, tandis que le choc de la journée est revenu au MC Alger, vainqueur de l'ES Sétif (2-0).



Les Biskriens effectuent un parfait parcours jusque-là

Par Mahfoud M.

Les Ziban n'avaient strictement rien lâché face aux gars d'El Hamri, commençant d'ailleurs par mener au score grâce à leur buteur-maison Mohamed Larbi Khoualed (61'). Mais la joie fut de courte durée cependant, car Merouane Dahar avait réussi à égaliser pratiquement dans la foulée (66'), avant que son coéquipier Walid Allati ne donne l'avantage au MCO à la 69' (2-1). Quoique, les visiteurs n'ont pas perdu espoir pour autant et ont continué à y croire même au-delà du temps réglementaire, ce qui leur a permis d'arracher une égalisation méritée à la 90'+3 grâce Hamza Ounnas, auteur d'un superbe coup franc direct (2-2). Un résultat qui permet à l'USB de se maintenir provisoirement à la première place avec 16 points, soit avec deux longueurs d'avance sur ses deux principaux poursuivants : le CR Belouizdad et l'Olympique de Médéa, qui

devaient jouer hier, respectivement contre la JS Saoura et le CS Constantine. A l'inverse, le MC Oran a réalisé une bien mauvaise affaire en laissant échapper la victoire, car ce semi-échec à domicile le maintient à la 14^e place avec seulement trois longueurs d'avance sur la lanterne rouge, le WA Tlemcen. De leur côté, l'ASO Chlef, le RC Arbaâ et la JS Kabylie ont remporté leur première victoire de la saison, respectivement contre le NC Magra (1-2), l'USM Alger (2-1) et le HB Chelghoum-Laid (1-0). Les buts du RCA ont été inscrits par Kismoune (64') et Haddad (77'), alors que Neche avait ouvert le score pour le NCM à la 29'. Un succès qui propulse «Ezzerga» à la 12^e place du classement général avec sept points, alors que son adversaire du jour reste avant-dernier au classement général, avec seulement quatre unités au compteur. L'ASO Chlef a également réussi une bonne opération, en battant l'USMA (2-1), grâce notamment aux réalisations de Juba Aguiab (5') et

Mustapha Ailii (18'), se hissant provisoirement à la 13^e place avec six points, alors que l'USMA continue à broyer du noir lorsqu'elle évolue hors de ses bases, y compris contre les mal-classés. Le club de Soustara reste néanmoins dans la première partie du tableau (9/11 pts). Autre bonne affaire réalisée lors de cette journée, celle de JS Kabylie, qui s'est extirpée un peu plus de la zone rouge, après sa victoire à domicile contre le HB Chelghoum-Laid, grâce à Talah (69'). Les Canaris sont désormais 11^e avec sept points, alors que leur adversaire du jour, le HBCL, reste 16^e avec quatre unités au compteur. Enfin, le duel au sommet de cette huitième journée, entre le Mouloudia d'Alger et l'Entente de Sétif, a tourné à l'avantage des Vert et Rouge, l'ayant emporté (2-0), grâce à Rebaï (54') et Frioui (87'). Un précieux succès qui propulse le «Doyen» à la septième place avec douze points, au moment où l'Aigle Noir reste cinquième, avec treize unités au compteur.

M. M.

CAN-2021

Les «Verts» le 6 janvier à Douala

L'équipe nationale de football se rendra à Douala le 6 janvier depuis Doha (Qatar) au lieu du 7, pour prendre part à la 33^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février), a-t-on appris, vendredi, auprès de la Fédération algérienne (FAF). Les champions d'Afrique s'envoleront pour Douala à bord d'un vol spécial, au lendemain de leur second match amical face au Ghana à Doha. Le premier test des Algériens se jouera le 1^{er} janvier face à la Gambie. La première étape de préparation de l'équipe nationale devrait être entamée la semaine

prochaine, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, et concernera les joueurs dont les championnats européens observeront leur trêve hivernale à partir de ce week-end. L'effectif retenu pour prendre part à la CAN-2021 sera au grand complet à partir du 27 décembre, jour du départ pour Doha. Le choix de se préparer à Doha avait été déjà adopté avant la dernière CAN-2019 en Egypte, remportée par l'Algérie. Les «Verts» avaient disputé deux tests amicaux avant leur départ au Caire : face au Burundi (1-1) et au Mali (3-2). Au Cameroun, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez seront hébergés à l'hôtel

Onomo, situé à Bonanjo (quartier administratif), alors que les entraînements se dérouleront à l'annexe sud du stade de Japoma, qui abritera les matchs du groupe E. L'Algérie évoluera dans le groupe E, en compagnie de la Sierra Leone, la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire. Les «Verts» entameront la défense de leur titre le mardi 11 janvier 2022 contre la Sierra Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Finale Coupe arabe des Nations/Algérie 2-Tunisie 0

Les Verts triomphent au Qatar

■ L'équipe nationale algérienne a remporté la Coupe arabe des Nations en s'imposant sur le score de 2/0 hier, au stade El Beit d'El Khour au Qatar, au bout d'un grand suspense.

Par Mahfoud M.

Voulant certainement donner de la percussivité à l'équipe dans l'entrejeu, le sélectionneur national, Madjid Boughera effectuera un changement en remettant le jeune du CRB, Merizek comme sentinelle en compagnie de Bendebka. Toutefois, ce sont les Tunisiens qui se sont montrés plus dangereux au cours de cette première période. Ainsi et à la 14', les Aigles de Carthage obtiendront un corner qui a failli faire mouche, mais la tête de Fergani Saci touchera la transversale. Trois minutes plus tard, les Tunisiens mènent une contre-attaque et le défenseur de l'EN, Benayada a failli tromper son gardien, Mbolhi. Les Verts se réveilleront, ensuite, avec une première occasion franche menée par Bounedjah à la 20' qui remet pour Tayeb Meziani qui rate le cadre et met le ballon juste à côté des bois adverses. A la 32', Bounedjah tire

à côté, après un excellent travail de Belaili sur le côté droit des bois tunisiens. La pause-citron est sifflée sur ce score vierge, sachant que ce premier half a connu un fort engagement physique avec des coups donnés de part et d'autre. Le cœur des Algériens a chaviré à la 52', après que l'arbitre a «checké» un penalty (en se remettant au VAR), après que la balle de Belaili a touché la main d'un défenseur tunisien, mais le referee allemand de la partie a jugé que cette main était involontaire. Le driver des Verts a apporté un peu de fraîcheur à l'attaque en incorporant Sayoud à la place de Meziani pour libérer encore plus Belaili, mais ce dernier était bien muselé par les défenseurs tunisiens qui ne lui laisseront aucun espace, connaissant ses qualités de baroudeur. Le temps réglementaire s'étant terminé sur un score de parité, les deux équipes se devaient de passer par un temps

supplémentaire de trente minutes. Et alors que tout le monde commençait à douter, le remplaçant Sayoud délivre les Algériens et inscrit un superbe but à la 98', d'un tir puissant à la limite des 18m. Les Verts tenaient là une belle occasion de prendre ce trophée arabe à condition de bien tenir tout au long du temps qui restait à jouer. Les joueurs de l'EN se sont jetés corps et âme dans les ultimes minutes de cette première mi-temps du temps supplémentaire qui a été rallongé d'une minute et demi en plus alors qu'il n'avait accordé que deux minutes. La deuxième mi-temps supplémentaire a été un véritable supplice pour tous les

Algériens surtout que tout le monde craignait un réveil des Tunisiens qui rêvaient de refaire le scénario du match contre l'Egypte quand ils avaient marqué dans les temps morts de la rencontre. Et alors qu'encore une fois, l'arbitre refusait de siffler la fin de la partie, un corner est accordé aux Tunisiens et le gar-

dien monte pour aider son équipe, le ballon est vite récupéré par les Algériens et la balle arrive à Brahimi qui ajoute le deuxième dans les bois vides et assomme l'Aigle de Carthage. Les Verts remportent de ce fait cette Coupe arabe tant convoitée.

M. M.

Tweet de Tebboune : «Allah yefarahekoum kima farahetouna»

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a félicité la sélection nationale des locaux de football après sa victoire face à la Tunisie en finale de la coupe arabe FIFA-2021. «Félicitations aux champions de la compétition arabe ... vous nous avez réjoui, qu'Allah vous préserve», a écrit le Président Tebboune sur son compte Twitter.



Publicité

AFFICHAGE URBAIN ET ROUTIER

Unité	Wilayas	Panneaux
UNITÉ OUEST	12 Wilayas	105 Panneaux
UNITÉ EST	23 Wilayas	192 Panneaux
UNITÉ CENTRE	9 Wilayas	335 Panneaux

Le réseau N°1 en Algérie, soyez le plus proche de vos clients

© ANEPCS

Anep
communication et signalétique

023 53 53 24 | 0655 56 78 58
023 53 53 61 | 0661 75 75 96
@contact@anepcs.dz
www.anepcs.dz
Site AADL - 416 logt Aïn Naâdja
Gué de constantine - Alger